

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 16/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/01/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPI

ZI la Croix Rouge
3 rue de l'Europe
44260 MALVILLE

Références : N5-2023-0037
Code AIOT : 0006305248

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/01/2023 dans l'établissement SPI implanté 3 rue de l'Europe ZI la Croix Rouge 44260 MALVILLE. L'inspection a été annoncée le 20/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPI
- 3 rue de l'Europe ZI la Croix Rouge 44260 MALVILLE
- Code AIOT : 0006305248
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPI exploite, sur le site de Malville, des installations de traitement de surfaces et d'application de peinture.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Point sur l'activité du site
- Suivi des impacts sur l'environnement
- Suivi des équipements : moyens de prévention et de protection contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, articles 3-2-3 et 3-2-5	/	Sans objet
7	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 47	/	Sans objet
8	Suivi des équipements - Détection Incendie	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-10	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Suivi des équipements - Portes coupe-feu	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15	/	Sans objet
10	Suivi des équipements - Systèmes de désenfumage	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15	/	Sans objet
12	Suivi des équipements - Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 7-2-4	/	Sans objet
13	Système de pulvérisation de peinture	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-11	/	Sans objet
16	Utilisation d'une substance relevant de l'annexe XIV du règlement REACH	Règlement européen du 01/12/2006, articles 60-§9-d et f	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, articles 3-2-2 et 3-2-5	/	Sans objet
3	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, articles 3-2-3 et 3-2-5	/	Sans objet
4	Rejets atmosphériques des installations de ponçage et de sablage	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, articles 3-2-4 et 3-2-5	/	Sans objet
5	Gestion des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 4-3	/	Sans objet
6	Rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 4-3-10	/	Sans objet
11	Suivi des équipements - Extincteurs et RIA	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Systèmes de chauffage des bains	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 7-4-3	/	Sans objet
15	Détection de liquide dans les rétentions	Arrêté Préfectoral du 05/04/2009, article 7-4-3	/	Sans objet
17	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 2-1-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, articles 3-2-2 et 3-2-5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3-2-2 : Valeurs limites d'émission Article 3-2-5 : Modalités de surveillance des rejets atmosphériques (fréquence annuelle)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les 2 derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques des installations de traitement de surfaces réalisés en mars 2021 et en juillet 2022. Lors de ces contrôles, les valeurs limites d'émission sur les installations contrôlées étaient respectées.
Observations : Au vu du débit mesuré, les mesures seraient réalisées dans des conditions de fonctionnement minimal des installations de captation. Il a été rappelé que les mesures doivent être réalisées dans des conditions représentatives de fonctionnement des installations. Ce point est pris en compte lors du prochain contrôle. Le bon fonctionnement des systèmes de captation et de traitement est vérifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Rejets atmosphériques des installations d'application de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, articles 3-2-3 et 3-2-5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3-2-3 : Valeurs limites d'émission Article 3-2-5 : Modalités de surveillance des rejets atmosphériques (fréquence annuelle)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les deux derniers rapports de contrôle des rejets atmosphériques des installations d'application de peinture réalisés en mars 2021 (et complété en janvier 2022) et en juillet 2022. Lors de ces contrôles, les valeurs limites d'émission sur les installations contrôlées étaient respectées. Cependant, la société en charge de la réalisation des contrôles précise que certains contrôles n'ont pas pu être réalisés dans les conditions fixées par les normes de mesure ; en particulier, sur certains points, le 3ème essai de 30 minutes n'a pas pu être réalisé par manque de temps de production. L'exploitant doit s'organiser pour que lors des prochains contrôles, les dispositions prévues par les normes de mesure puissent être respectées lors de la réalisation des mesures au niveau des installations d'application de peinture. Il précise les dispositions mises en place en ce sens.
Observations : L'exploitant met en place une cartographie des points de rejet afin de disposer d'un référentiel commun sur leur dénomination et leur localisation. Il transmet le document à l'inspection des installations classées. Pour les rejets des fours associées aux installations d'application de peinture poudre, l'exploitant s'assure du bon réglage des installations de combustion, la concentration en monoxyde de carbone mesurée lors des contrôles étant significative.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, articles 3-2-3 et 3-2-5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3-2-3 : Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 25% de la quantité de solvants utilisée, si la consommation de solvants est inférieure ou égale à 15 tonnes par an. Article 3-2-5 : Un plan de gestion des solvants est mis en place et mentionne notamment, les entrées et sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à jour de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan de gestion des solvants de l'établissement pour l'année 2021. La consommation de solvants est estimée à 5.8 tonnes et les émissions diffuses représentent environ 1 tonne soit 17.3% de la quantité de solvants utilisés. Le plan présenté n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Rejets atmosphériques des installations de ponçage et de sablage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, articles 3-2-4 et 3-2-5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 3-2-4 : Valeurs limites d'émission Article 3-2-5 : Modalités de surveillance des rejets atmosphériques (fréquence annuelle)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté les 2 derniers rapports de contrôles des rejets atmosphériques des installations de sablage et de ponçage réalisés en mars 2021 et en juillet 2022. Lors de ces contrôles, les valeurs limites d'émission des installations contrôlés étaient respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Gestion des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 4-3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Modalités de gestion et de rejets des eaux industrielles
Constats : L'exploitant a confirmé ne plus rejeter d'eaux industrielles. Les eaux récupérées au niveau des installations de traitement de surfaces sont pré-traitées au niveau de l'installation de traitement des eaux du site puis stockées sur site avant élimination en tant que déchets (soit une vingtaine de tonnes par trimestre). L'exploitant a alors présenté les derniers bordereaux d'élimination des déchets enregistrés sur l'application Trackdéchets (en particulier, celui du 02-12-2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 4-3-10
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émission et modalités de surveillance des rejets d'eaux pluviales (fréquence annuelle)
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des eaux pluviales réalisés en mars 2021 au niveau des 2 points de rejet. Lors de ce contrôle, les valeurs limites d'émission étaient respectées. L'exploitant a également précisé qu'un nouveau contrôle a été réalisé fin 2022.
Observations : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle des rejets d'eaux pluviales réalisé fin 2022, accompagné de ces commentaires en cas de non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 47
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant (...) réalise une surveillance des eaux souterraines dans les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- un puits au moins est implanté en aval du site de l'installation. La définition du nombre de puits et de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique (...);- deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe. (...) L'eau prélevée fait l'objet de mesures de substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte-tenu de l'activité de l'installation.
Constats : Une surveillance des eaux souterraines a été mise en place autour de l'établissement suite à l'implantation de 3 piézomètres. Lors de la visite, l'exploitant a présenté les rapports des contrôles de surveillance des eaux souterraines réalisés en mars 2021 et en décembre 2021. Il a également précisé qu'un nouveau contrôle a été réalisé uniquement fin 2022. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser la localisation des piézomètres par rapport au sens d'écoulement de la nappe (en amont ou en aval hydraulique). De plus, le sens d'écoulement de la nappe n'est pas précisé dans les rapports présentés. Enfin, en décembre 2021, la valeur en hydrocarbures au niveau de piézomètre n°2 était très élevée (9.6 mg/l). L'exploitant doit réaliser la surveillance des eaux souterraines deux fois par an. Le rapport de surveillance des eaux souterraines réalisée fin 2022 est transmis à l'inspection des installations classées. Il doit également déterminer le sens d'écoulement de la nappe (par la mesure systématique des niveaux piézométriques et par la réalisation d'un nivellement des piézomètres) et confirmer la localisation hydraulique des 3 piézomètres. Il s'assure de plus que les piézomètres ont été enregistrés dans la base de données BSS, afin de pouvoir mettre en place un suivi via l'application GIDAF. Enfin, il analyse les résultats des mesures réalisées fin 2021 et détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Suivi des équipements - Détection Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. (...) Il [L'exploitant] organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'ensemble des bâtiments est couvert par le système de détection automatique d'incendie. L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification du système de détection automatique d'incendie réalisé en décembre 2022. Celui-ci ne met pas en évidence de non-conformité. Cependant, il a été constaté, lors de la visite, la mise hors service de 6 détecteurs au niveau de la ligne de quai réception. L'exploitant précise les dispositions mises en place pour remettre en conformité les installations.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°9 : Suivi des équipements - Portes coupe-feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Deux portes coupe-feu coulissantes dont la fermeture est asservie à la détection incendie ont été mises en place au niveau du mur séparatif entre l'atelier de traitement de surfaces et l'atelier d'application de peinture. L'exploitant a précisé qu'une vérification des portes coupe-feu est planifiée en janvier 2023. L'exploitant doit vérifier annuellement les portes coupe-feu (aussi bien la partie mécanique et que la partie asservissement). Il transmet à l'inspection des installations classées, le rapport de vérification suite au contrôle réalisé en janvier 2023 et précise, le cas échéant, les dispositions prises en cas de non-conformité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°10 : Suivi des équipements - Systèmes de désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des dispositifs de désenfumage réalisée en décembre 2022. Celui-ci met en évidence que plusieurs dispositifs sont à remplacer du fait d'un blocage mécanique à l'ouverture. L'exploitant a précisé qu'un devis de mise en conformité a été transmis récemment et est à l'étude. L'exploitant doit remettre en conformité ses installations de désenfumage dans les meilleurs délais. Il précise les dispositions prises en ce sens.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°11 : Suivi des équipements - Extincteurs et RIA

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-15
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs réalisée en juillet 2022 puis complétée en octobre 2022. Celui-ci met en évidence la nécessité de remplacer plusieurs extincteurs de plus de 10 ans. L'exploitant a présenté un bon de commande en conséquence datant du 13-10-2022. Le rapport de vérification des RIA réalisée en décembre 2022 n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Observations : L'exploitant confirme que l'ensemble des extincteurs de plus de 10 ans a été remplacé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°12 : Suivi des équipements - Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 7-2-4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. (...) Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives mises en place.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des installations électriques établi par la société SOCOTEC les 03 et 04-03-2022 ainsi que l'attestation Q18 correspondante dans laquelle il est précisé que "l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion". 26 observations sont émises. L'exploitant a présenté le suivi mis en place. L'exploitant poursuit les actions correctives en vue de la mise en conformité des installations électriques. Il transmet l'état d'avancement correspondant. Par ailleurs, dans le rapport, en page 4, la société SOCOTEC précise que certains matériels n'ont pas été vérifiés pour des raisons d'exploitation ou d'inaccessibilité. En particulier, il est précisé que certains éléments étaient en attente d'une vérification initiale. L'exploitant analyse les observations émises et précise les dispositions prises pour que la vérification de l'ensemble des installations électriques de l'établissement soit réalisée lors du prochain contrôle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°13 : Système de pulvérisation de peinture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4-11
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Le fonctionnement des installations de pulvérisation, séchage ou cuisson est asservi au fonctionnement correct de la ventilation.
Constats : Dans le rapport de vérification des installations électriques réalisée en mars 2022, il est précisé pour la cabine de peinture n°4 et la cabine OMIA 1 que "le dispositif de pulvérisation ne doit pouvoir fonctionner que si la ventilation forcée fonctionne effectivement". Dans le tableau de suivi des observations, il est précisé que l'observation est levée pour la cabine de peinture n°4 mais pas pour la cabine OMIA 1. Or, lors de la visite, l'exploitant a affirmé que le fonctionnement de l'ensemble des dispositifs de pulvérisation des cabines d'application de peinture était asservi au fonctionnement correct de la ventilation. L'exploitant justifie que le fonctionnement de l'ensemble des dispositifs de pulvérisation des cabines d'application de peinture est asservi au fonctionnement correct de la ventilation, en particulier pour la cabine OMIA 1.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°14 : Systèmes de chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 7-4-3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : La cuve de dégraissage alcalin est chauffée par deux thermoplongeurs. Un dispositif de sécurité qui permet de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage a été mis en place. Le bon fonctionnement de ce dispositif est testé mensuellement ; ce contrôle est tracé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°15 : Détection de liquide dans les rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2009, article 7-4-3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas (...). Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux.
Constats : Au niveau des installations de traitement de surfaces, un dispositif permet de s'assurer de l'absence de liquide dans la double peau des cuves. L'absence de liquide est vérifiée mensuellement et est tracée. L'exploitant a précisé que les cuves ne disposent pas de système de remplissage automatique. Une fuite entraînerait alors une baisse de niveau dans la cuve, qui serait détectée par l'opérateur. De plus, il n'y a pas de système automatique de relevage des eaux dans la rétention.
Observations : L'exploitant pourrait étudier la mise en place d'un déclencheur d'alarme en point bas des rétentions de plus de 1000 litres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°16 : Utilisation d'une substance relevant de l'annexe XIV du règlement REACH

Référence réglementaire : Règlement européen du 01/12/2006, articles 60-§9-d et f
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'autorisation précise (dans le cas présent, autorisations REACH pour l'utilisation de peinture à base de chromates) : d) les conditions dont l'autorisation est éventuellement assortie ; f) l'éventuel suivi. L'autorisation REACH prévoit notamment une réduction des émissions dans l'air avec une efficacité d'au moins 99%.
Constats : L'exploitant utilise deux peintures contenant une substance relevant de l'annexe XIV du règlement REACH (hydroxyoctaoxodizincatedichromate (1-) de potassium). L'utilisation de cette substance a été autorisée par une autorisation délivrée par l'ECHA le 15-04-2020 jusqu'au 22-01-2026. L'exploitant a présenté les fiches de données de sécurité étendues en français datant du 18-12-2022 pour les 2 peintures concernées. Dans ces FDS, il est précisé que "l'air évacué passe à travers des filtres ou des dépoussiéreurs par voie humide, la meilleure technique disponible étant retenue (efficacité minimale de 99 %)". Cette exigence est issue de l'autorisation délivrée par l'ECHA. Lors de la visite, l'exploitant a présenté les modalités de gestion des filtres sur les cabines de peinture et en particulier de la cabine n°1 dans laquelle sont utilisés les deux peintures concernées. Il a précisé que d'après les données du fabricant, les filtres mis en place ont une efficacité supérieure à 99% sur les particules entre 5 et 10 µm. L'exploitant doit s'assurer que l'efficacité de filtration de 99% est obtenue pour la substance relevant de l'annexe XIV du règlement REACH considérée et que cette efficacité est maintenue pendant toute l'utilisation du filtre (en considérant les modalités de remplacement mises en place sur le site). Par ailleurs des mesures en chrome VI sont réalisées annuellement sur la cabine n°1. Elles montrent un flux largement inférieure à 0.5 g/h fixée à l'article 27-12 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Le respect des hypothèses définies dans l'évaluation des risques sanitaires menées est alors justifiée. L'exploitant pourrait également s'assurer du respect des hypothèses d'exposition repris dans les scénarios contributeurs environnementaux des FDS susvisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°17 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2009, article 2-1-1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau et limiter les émissions de polluants dans l'environnement.
Constats : L'exploitant a précisé relever chaque semaine les compteurs d'eau du site et est vigilant pour maîtriser cette consommation. Celle-ci est de l'ordre de quelques centaines de m3 par an. Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de limiter sa consommation d'eau, en particulier en période de sécheresse (telle que connue en 2019 et en 2022) ; en effet, l'arrêté cadre sécheresse prescrit une auto-limitation des consommations au niveau "Alerte" et un objectif de 30% de réduction du volume journalier habituellement consommé au niveau "Alerte renforcée".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet